

COMMUNIQUE DE L'ASSOCIATION « ARRÊT DU NUCLEAIRE SAVOIE » ETAT NUCLEAIRE : ARRÊT D'URGENCE !

L'Association Sortir du Nucléaire 73 a été créée et déclarée à la Préfecture de Savoie en 2007. Son assemblée générale extraordinaire du 16 mars 2016 a décidé de changer les statuts et le nom de l'association qui s'appelle désormais « Arrêt du nucléaire Savoie ». C'est donc sous cette nouvelle appellation que ses militants continueront à alerter, informer, interpeler les élus et les autorités publiques, dénoncer les mensonges, préparer des recours en justice et inciter chacune et chacun à agir pour obtenir l'arrêt du nucléaire militaire et civil c'est-à-dire la dénucléarisation de l'Etat.

Celui-ci persiste dans la folie nucléaire, malgré les conséquences dramatiques des bombardements atomiques de Hiroshima et Nagasaki en 1945, des 2 300 essais atomiques aériens et souterrains, des catastrophes de Kychtym en 1957, de Three Miles Island en 1979, de Tchernobyl en 1986, de Fukushima en 2011. Nos dirigeants, de droite et de gauche, refusent de tirer les leçons de ces désastres humains et sanitaires dont les conséquences néfastes concernent la planète entière et vont affecter plusieurs générations.

Tout se passe comme si le pouvoir et l'argent, que l'arme et l'industrie atomiques concentrent dans les mains de quelques dirigeants, politiques, hauts fonctionnaires, industriels et banquiers confondus, rendaient ceux-ci aveugles et sourds aux multiples avertissements qu'ils reçoivent. Ils font comme si n'existaient pas :

- le risque de destruction de l'humanité par l'arsenal nucléaire existant,
- les dégâts sur la santé des enfants autour des centrales nucléaires, des travailleurs dans les mines d'uranium, dans l'industrie de l'armement nucléaire, dans les centrales nucléaires,
- les catastrophes avérées et celles évitées de justesse, comme en 1984 à la centrale du Bugey et en 1999 à la centrale du Blayais,
- le risque d'une nouvelle catastrophe avec des installations dont les critères de sûreté, que l'industrie atomique s'est elle-même fixée, ne sont pas respectés,
- la faillite technologique des réacteurs EPR en France et en Finlande,
- la faillite économique d'AREVA, « fleuron » de l'industrie atomique,
- l'accumulation de déchets ingérables et le coût faramineux de leur stockage.

Rien ni personne ne semble en mesure de faire revenir à la raison ces dirigeants de ce qu'il faut bien nommer « l'Etat nucléaire ». Car c'est bien plus qu'un lobby qui influence la politique de l'Etat français, c'est tout l'appareil d'Etat qui impose depuis des décennies au peuple français le nucléaire militaire d'abord et civil ensuite. Et comme ce ne sont pas quelques militants locaux, ni leurs regroupements au niveau national, qui suffiront à stopper cette machine de guerre contre la population, il est temps que chacune et chacun se mobilise.

C'est pourquoi, en ce mois de mars 2016, 56 ans après l'explosion de la première des 46 bombes atomiques françaises qui contaminèrent le Sahara, 50 ans après la première des 193 bombes atomiques qui contaminèrent 2 atolls de la Polynésie Française, 30 ans après le début de la catastrophe de Tchernobyl et la contamination de toute l'Europe, 5 ans après le début de la catastrophe de Fukushima et la contamination du monde entier, nous appelons les femmes et les hommes, qui n'acceptent pas la déraison de l'Etat nucléaire, à agir concrètement pour le désarmer. Pour cela il est possible d'utiliser tous les moyens économiques, juridiques et politiques disponibles :

- pour les abonnés au réseau public de distribution d'électricité, ne plus financer l'industrie atomique en quittant EDF et en optant pour un fournisseur d'électricité produite à 100% par les renouvelables,
- pour les élus locaux et les riverains des installations nucléaires, engager des recours en justice comme viennent de le faire la Ville et le canton de Genève en portant plainte contre X, pour mise en danger de la vie d'autrui et pollutions des eaux par la centrale nucléaire du Bugey dans l'Ain,
- pour les parlementaires, préparer un référendum pour le désarmement nucléaire et pour l'arrêt du nucléaire civil.

Il est temps de mettre en œuvre l'Arrêt d'urgence de l'Etat nucléaire et de l'industrie nucléaire civilomilitaire, afin de laisser place à un monde vivable dénucléarisé.

**« Arrêt du nucléaire Savoie » (ex SDN73), Maison des Associations, Boîte L7
67 rue Saint François de Sales, 73000 CHAMBERY
sdn73@no-log.org**